

## Données générales sur l'agriculture suédoise

**Résumé :** La production agricole suédoise recule lentement avec un cheptel, une surface agricole utile et un nombre d'exploitants en baisse continue depuis 1990 dans un contexte de compétition accrue depuis l'adhésion à l'UE en 1995. Malgré une dépendance forte des agriculteurs aux aides PAC, la Suède a une position traditionnelle libérale au niveau européen et souhaite le démantèlement des aides directes sur le long terme, ainsi que des principaux mécanismes de soutien au marché. L'agriculture suédoise reste par ailleurs un modèle en matière de verdissement avec un objectif de 20 % de surface agricole bio en 2020 déjà atteint et une réduction par trois des doses de pesticides à l'hectare. Environ 70 % des aides du 2<sup>nd</sup> pilier sont dirigées vers les mesures agroenvironnementales. La Suède présente également une avancée en matière de digitalisation (haut-débit dans les zones rurales, automatisation de la production).

### 1. Malgré une production agricole toujours déclinante et des exploitants très dépendants des aides PAC, le gouvernement suédois maintient son approche traditionnelle libérale

#### 1.1. Une production agricole en recul régulier en volumes depuis 1990

**Le cheptel suédois a diminué de 6 % depuis 1990.** On dénombrait 1,5 million de bovins en 2018 (-13 % depuis 1990), 1,4 million de porcins (-40 %), 0,6 million d'ovins (+45 %) et 9,6 millions de volailles (+13 %). La production laitière atteignait 2,7 Mt (-19 %) et la production d'œufs 0,14 Mt (+15 %). **La surface agricole utile (SAU) s'est contractée de 10 % depuis 1990** (2,6 millions d'hectares en 2018). Elle est répartie entre les cultures fourragères (44 % de la SAU, +18 %), l'orge (16 %, +100 %), le blé (15 %, +8 %), l'avoine (6 %, -58 %), les jachères (6 %, -7 %), les oléagineux (4 %, +100 %), la betterave sucrière (1 %, -38 %), le triticale (1 %, +100 %), le seigle (1 %, -73 %), les pommes de terres (1 %, -33 %) et d'autres cultures diverses (5 %). Malgré le recul de la production, on relève certains points positifs dus notamment à la hausse générale des prix agricoles :

- **La valeur de la production suédoise est en croissance** (+13 % depuis 2010 contre +19 % en moyenne UE, 6 Mds€ en 2019, soit 12 fois moins qu'en France<sup>1</sup>). Répartie de manière égale entre les productions animale (50 %) et végétale (50 %; FR: 40/60), **elle est dominée par la production laitière** (19 % de la valeur totale, +10 % depuis 2010) et les fourrages (18 %, +36 %), suivies des céréales (12 %, -11%), les productions de viandes bovine (11 %, +49%) et porcine (7 %, +15 %<sup>2</sup>).
- **La valeur ajoutée de l'agriculture suédoise est relativement stable depuis 10 ans**, oscillant autour d'1,7 Md€<sup>3</sup> (0,4 % du PIB en 2019, en France : 1,3 %, 31 Mds€). L'agriculture au sens large (incluant la sylviculture et la pêche) pèse toutefois plus lourdement dans l'économie (**1,4 % du PIB**, FR<sup>4</sup>: 1,6 %) en raison de l'ampleur du secteur forestier (la Suède a la 1<sup>ère</sup> superficie forestière de l'UE, 3 agriculteurs sur 4 sont également exploitants forestiers ce qui leur permet d'ajuster leurs revenus en cas de mauvaises récoltes).

#### 1.2. Une concentration forte des exploitations et un nombre d'exploitants en baisse

**Le nombre d'entreprises agricoles s'est contracté de 65 % depuis 1990 dans le secteur de l'élevage et de plus de 40 % dans la production végétale.** Cette baisse est bien supérieure à celle de la production agricole, ce qui traduit une concentration de la production. En 2018, la Suède comptait environ 60 000 entreprises agricoles d'une taille moyenne de près de 40 hectares. Pour l'élevage, on dénombrait 92 bovins par exploitation en moyenne en 2018 (contre 36 en 1990), 852 porcins (contre 119 en 1990), 32 ovins (17) et 2 413 volailles (500). Malgré l'effet de concentration, les petites exploitations restent nombreuses (environ 60 % des entreprises comptabilisent moins de 800 heures de travail par an).

<sup>1</sup> Source : Eurostat 2020 disponible [ici](#).

<sup>2</sup> Source : Agence suédoise de l'Agriculture SJV [ici](#).

<sup>3</sup> Source Eurostat 2020 disponible [ici](#).

<sup>4</sup> Source : Banque mondiale : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS>

**Le nombre total d'exploitants agricoles a baissé de près de 15 % depuis 1995.** On observe une forte réduction des travailleurs temporaires (-30 %), alors que le nombre de salariés permanents baisse plus faiblement depuis 20 ans (environ 165 000 exploitants en 2019), ce qui est également la tendance au niveau européen. L'âge moyen de la population agricole est élevé. **Plus de trois quarts des exploitants ont plus de 54 ans**, ce qui pose un problème de reprise des exploitations à moyen terme. Le ratio homme-femme est particulièrement élevé (55/45).

**Le revenu des exploitants est en hausse** (+14 % entre 2010 et 2017 contre +25 % en moyenne dans l'UE<sup>5</sup>). **Les exploitants agricoles suédois restent toutefois les plus dépendants aux subventions agricoles au sein de l'UE** avec les Baltes, les Slovaques et les Tchèques. Les aides directes représentaient 60 %<sup>6</sup> du revenu agricole total en moyenne 2013-2017 (FR: 40 %). Selon la principale fédération agricole suédoise LRF, les marges plus faibles pour les agriculteurs suédois seraient dues au coût plus élevé de la main d'œuvre, à des dépenses de fourrage supérieures dans les climats froids et des normes plus strictes de bien-être animal.

### 1.3. Aides PAC : une orientation du budget vers les mesures agro-environnementales

L'enveloppe totale des aides PAC s'élevait à près d'1 Md€/an sur la période 2014-2020, dont **670 M€ au titre du 1<sup>er</sup> pilier** (entièrement versés au régime de paiement unique depuis la suppression des aides spéciales aux cultures énergétiques en 2009, aux protéagineux en 2010 et au féculé de pomme de terre en 2012), **240 M€ pour les mesures agroenvironnementales** du 2<sup>nd</sup> pilier (84 M€ pour les pâturages, 77 M€ pour le maintien des prairies permanentes, 65 M€ pour l'agriculture bio, 5 M€ pour la réduction des émissions d'azote contre l'eutrophisation de la Baltique et des lacs), 77 M€ pour l'indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN) et 30 M€ pour l'aide nationale pour le Norrland. La Commission européenne a approuvé, fin 2015, le programme suédois de développement rural pour la période 2014-2020 qui s'élève à 3,8 Mds€, dirigée à **62% vers les mesures agroenvironnementales et pour l'action climatique** (70 % sur la période 2007-2013), 20% vers les emplois et le haut-débit et 8 % vers des mesures de compétitivité.

S'agissant de la position du gouvernement sur la PAC<sup>7</sup>, la Suède avait entrepris des réformes libérales en faveur d'une agriculture plus orientée par le marché au début des années 1990. L'introduction de la PAC suite à l'entrée de la Suède dans l'UE en 1995, a donc été ressentie comme un grand pas en arrière. **La rigueur budgétaire en matière de dépenses agricoles fait consensus au Parlement.** Contributrice nette au budget européen, la Suède mène une approche restrictive et souhaite un seuil très inférieur à 1 % du RNB. Tout comme le précédent gouvernement de centre-droit, la ministre des Affaires rurales Jennie Nilsson (Social-démocrate) souhaite **un démantèlement des aides directes sur le long terme** et reste prudente sur les principaux mécanismes de soutien au marché.

Durant les négociations sur la PAC 2014-2020, la Suède s'était opposée au principe de verdissement des aides directes car elle ne voulait pas légitimer des aides dont elle souhaitait la disparition « sur le long terme » et reprochait au verdissement son impact environnemental relativement faible comparé au 2<sup>nd</sup> pilier. Le programme de développement rural, avec ses mesures pour l'environnement et le haut-débit, constitue, vu de Stockholm, la grande plus-value de la PAC. Cette approche contraste toutefois avec la position du syndicat agricole LRF compte tenu de la dépendance forte des agriculteurs suédois aux aides du 1<sup>er</sup> pilier.

## 2. L'agriculture suédoise, en marche forcée vers la transition écologique et la digitalisation

### 2.1. L'objectif de 20 % de surface agricole bio en 2020 atteint dès 2018

Comme la France aujourd'hui, **la Suède avait une part de 7 % de sa surface agricole utile (SAU) certifiée bio en 2005, qu'elle a augmenté spectaculairement à 20 % en 2018.** Ces bons résultats ont permis à la Suède d'atteindre son **objectif national de 20 % de la SAU certifiée bio d'ici 2020**, qui est également l'objectif national français. La part de la production animale certifiée bio augmente aussi fortement. Environ 17 % du lait collecté était bio (FR: 6 %<sup>8</sup>), 17 % des œufs (13 %), 21 % des ovins (9 %), 15 % des bovins (5 %), 2 % des porcins (1 %) et 1 % des volailles (1%) abattus en 2018.

Parmi les facteurs ayant favorisé cette hausse du bio, **l'attractivité des produits suédois certifiés bio auprès des consommateurs et de la grande distribution** est particulièrement mis en avant. La Suède était **le 2<sup>ème</sup> pays au**

<sup>5</sup> Eurostat 2020 : [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/farming/documents/agri-statistical-factsheet-eu\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/farming/documents/agri-statistical-factsheet-eu_en.pdf)

<sup>6</sup> Eurostat 2020 : [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/farming/documents/cap-expenditure-graph5\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/farming/documents/cap-expenditure-graph5_en.pdf)

<sup>7</sup> Source (en suédois) : <https://www.regeringen.se/49bce7/contentassets/34292defd34c467a95d247c5fc758d68/eus-framtida-jordbrukspolitik-ds-201810>

<sup>8</sup> Source : Agence du Bio [ici](#).

**monde en termes de consommation bio en 2018** derrière le Danemark. Les produits bio ont représenté 10 % du total des ventes de produits agroalimentaires en 2018 en raison notamment de la politique d'achat des trois grands distributeurs (*ICA, COOP, Axfood*). Des pénuries sur certains produits bio (viande hachée, œufs) ont déjà été observées, incitant les exploitants agricoles à s'orienter encore plus vers ce marché. Une des règles de conditionnalité des aides directes, le minimum de 5 % des terres arables certifiées bio, soutient également l'objectif 2020.

## 2.2. Pesticides : une dose moyenne à l'hectare divisée par 3 depuis 1986

L'agriculture suédoise se démarque par ailleurs au niveau européen concernant son recours aux pesticides, qu'elle a réduit par 3 depuis le milieu des années 1980 et qui atteint désormais **0,5 gramme/hectare en moyenne seulement, soit environ 4 fois moins qu'en France**<sup>9</sup> et 2 fois moins que ses voisins finlandais et danois. Les volumes de pesticides vendus ont diminué de 14 % entre 2011 et 2017 (en France : +15 %<sup>10</sup>).

S'il n'existe pas en Suède de dispositif de certificats d'économie de produits phytosanitaires, des politiques publiques efficaces et innovantes ont été mises en œuvre et sont à l'origine de ce résultat. La Suède a par exemple introduit **une taxe sur les pesticides dès 1984 au taux de 0,5 €/kg de substance active progressivement relevé à 3,5 €/kg** (13 M€ de recettes fiscales pour l'État en 2018).

En raison d'une élasticité prix de la taxe jugée faible par le ministère suédois des Finances, la mesure phare pour réduire l'usage des pesticides n'a toutefois pas été cette taxe, mais plutôt **la mise en place de plans d'actions nationaux successifs depuis 1987** coordonnés par les Agences nationales des produits chimiques (KemI), de protection de l'environnement (SNV), de l'Alimentation (SLV) et de l'Agriculture (SJV). Comme la France d'ici 2025 (Plan Ecophyto), **la Suède s'était mis pour objectif de réduire de moitié le recours aux produits phytosanitaires** durant le premier plan d'action 1987-1990. Un objectif qu'elle a atteint grâce essentiellement à des échanges renforcés avec les agriculteurs sur les volumes et les techniques à utiliser pour la diffusion des produits, et à un contrôle plus strict des produits mis sur le marché. Depuis 2002, le coût du programme d'action national est de l'ordre de 10 M€/an, soit bien inférieur au revenu de la taxe. Les aides accordées à l'agriculture biologique dans le cadre du second pilier de la PAC et les règles de conditionnalité du 1<sup>er</sup> pilier ont également été un facteur influent.

## 2.3. Bien-être animal : une priorité nationale malgré l'impact négatif sur la compétitivité

**La protection animale est une priorité récurrente portée par la Suède** lors des Conseil Agriculture de l'UE, aussi bien par le Gouvernement rose-vert actuel que par les précédents (centre-droit). Bénéficiant d'un large soutien auprès de la population à ce sujet, les ministres successifs des Affaires rurales mettent régulièrement en avant dans la presse nationale que « *la Suède a une des meilleures réglementation de bien-être animal au monde* ».

Comme souligné durant l'épisode de la « *guerre commerciale du porc* » avec le Danemark, le surcoût de la réglementation très stricte en matière de bien-être animal grève la compétitivité suédoise. Contrairement aux pratiques en vigueur dans beaucoup d'États membres de l'UE, **la section partielle de la queue des porcins et la pose d'anneau dans le nez sont interdites en Suède** depuis de nombreuses années. La surface minimale du parc d'une truie allaitante était de 7 m<sup>2</sup> en Suède contre 2,2 m<sup>2</sup> dans l'UE. Le surcoût lié aux normes a été estimé à 0,30 €/kg de viande porc par rapport au Danemark selon la fédération LRF, qui estime que la concurrence danoise explique en grande partie **la réduction de moitié du cheptel porc suédois depuis 2000**. De même, l'impact de la réglementation suédoise concernant les vaches laitières (surface minimale de 8,5 m<sup>2</sup>, FR: 7 m<sup>2</sup>) et **l'accès minimum à 60 jours de pâture entre mai et septembre** ont été évoqués durant la crise laitière et amené le gouvernement à réduire la taxe sur le diesel agricole.

A l'instar des produits certifiés bio, ces normes strictes de bien-être animal permettent toutefois aux produits suédois de bénéficier **d'une image plus positive auprès des consommateurs suédois**. Selon un enquête de la fédération LRF, environ 70 % des Suédois accepteraient de payer un surcoût pour un produit suédois contre 53 % en 2011. Cette nouvelle tendance commence à enrayer **la baisse de la part des produits agroalimentaires suédois dans la consommation totale**, observée<sup>11</sup> depuis l'entrée dans l'UE (75 % en 1995 contre 50 % aujourd'hui). On observe notamment que les parts de marché des viandes suédoises bovine (55 % en 2018), porcine (75 %) et aviaire (70%) sont en hausse de près de 5 %<sup>12</sup> depuis 2014. Cette nouvelle tendance a été encouragé par **le gouvernement suédois qui a lancé le label « Från Sverige /Made in Sweden »** pour soutenir les produits suédois. Les normes strictes sont par

<sup>9</sup> Source : Eurostat : [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:Pesticide\\_sales\\_by\\_UAA\\_by\\_country\\_2013.png](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:Pesticide_sales_by_UAA_by_country_2013.png)

<sup>10</sup> Eurostat 2020 : <https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/pdfscache/14964.pdf>

<sup>11</sup> Cette baisse est aussi due à un changement de consommation des Suédois. La masse de légumes et de fruits consommés en moyenne par habitant a fortement augmenté (ceux-ci sont importés en raison du climat froid), et la consommation de lait a chuté de moitié depuis 1980.

<sup>12</sup> Source : <http://www.jordbruksverket.se/download/18.5fe4591d16ae718ced6f35552/1558703578019/Svenska%20marknadsandelar%202019.pdf>

ailleurs invoquées par le gouvernement pour **justifier une préférence suédoise dans les marchés publics** dont le chiffre d'affaires total s'élève à 1,5 Md€/an. Le gouvernement souhaite relever la part des produits agroalimentaires suédois dans les marchés publics (qui atteint environ 50 %), bien que 90 % des œufs et des produits laitiers (hors fromages) consommés dans les organismes publics soient déjà produits en Suède.

### 3. Innovation : les enjeux de la digitalisation et de l'adaptation au dérèglement climatique

**L'agriculture suédoise fait partie des plus avancées en matière de digitalisation.** La Suède a été le premier État membre à atteindre **un taux de télédéclaration des aides agricoles de 100 % dès 2012**. Ce bon résultat a été possible grâce notamment aux coopérations entre l'Agence suédoise de l'Agriculture et les Préfectures, qui proposent des cours et un forum pour soutenir les exploitants agricoles dans leur télédéclaration.

**Le développement de l'internet très haut-débit dans les campagnes reste une priorité** pour le gouvernement qui y alloue 350 M€ sur la période 2014-2020 (10 % du programme de développement rural). Cela représente un doublement des fonds par rapport au programme précédent 2007-2013 avec l'objectif **de 60 % de la population rurale connectée à 100 mbits/s** d'ici 2020 (contre 20 %<sup>13</sup> en 2015). En 2019, 80 % de la population suédoise avait accès à une connexion d'au moins 100 mbits/s. L'objectif du gouvernement de 95 % en 2020 ne devrait pas être atteint (l'objectif du Plan France très haut débit est de 100 % en 2022).

L'accès au très haut-débit dans les campagnes présente un enjeu important pour la modernisation de l'agriculture en raison de **l'essor des technologies connectées** (collecte des données agricoles, suivi météorologique, automatisation, drones, etc.). En parallèle, le gouvernement a demandé à l'Agence suédoise de l'Agriculture (SJV) de piloter et de mettre en place de nouvelles mesures pour soutenir **la digitalisation de l'agriculture** et du secteur agroalimentaire. Un des objectifs est notamment de **renforcer la traçabilité** des produits agricoles (identification précise des cultures et de l'animal, du champ à l'assiette) pour orienter les choix des consommateurs et des entreprises, et renforcer la compétitivité du secteur. **La robotisation est également une priorité en Suède** (41 % du lait était collecté par robot de traite en 2018, plus de 30 % des exploitations avaient un robot (record UE) contre 8 %<sup>14</sup> en France).

Autre secteur d'innovation de l'agriculture suédoise, **l'adaptation au changement climatique constitue un défi majeur** pour les exploitants agricoles en raison des températures et précipitations en hausse. La **période de croissance végétale continue de s'accroître** et est désormais supérieure de plusieurs semaines<sup>15</sup> à celles des années 1960 dans la région agricole de Scanie, ce qui ouvre de grandes perspectives pour de nouvelles semences, voire même la possibilité de plusieurs récoltes par an ce qui pourrait augmenter fortement la production. Le dérèglement provoquera toutefois des inondations plus fréquentes des terres agricoles avec la nécessité de mettre en place des systèmes de drainage des terres, et de développer des semences et engrais mieux adaptés.

*Clause de non-responsabilité – Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*

<sup>13</sup> Source : <http://statistik.pts.se/bredband/>

<sup>14</sup> Source : <http://www.web-agri.fr/machinisme-batiment/batiment-traite/article/un-essor-florissant-des-robots-de-traite-en-cinq-chiffres-1157-165213.html>

<sup>15</sup> Source : [http://www.ccc.lu.se/sites/ccc.prodwebb.lu.se/files/klimatsakrat\\_skane\\_65mb.pdf](http://www.ccc.lu.se/sites/ccc.prodwebb.lu.se/files/klimatsakrat_skane_65mb.pdf)